

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MORTAGNE

5.5 Délégation de signature

ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE DU PRESIDENT MONSIEUR GUILLAUME JEAN A LA DIRECTRICE DU PÔLE AMENAGEMENT MADAME JESSICA GAUTRON

Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Mortagne,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-9 et L.5211-10,

Vu, le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil communautaire en date du 08 avril 2026 constatant l'élection du Président, des vice-présidents et des autres membres du bureau communautaire,

Vu, les délégations accordées au Président de la Communauté de Communes du Pays-de-Mortagne par délibération du Conseil Communautaire n°2026-064 du 08/04/2026 portant délégations du Conseil Communautaire au Président et au Bureau Communautaire,

Vu l'arrêté n°2026-036 portant délégation de signature à la Directrice du Pôle Aménagement, Madame Jessica GAUTRON,

Considérant la nécessité de compléter la délégation donnée à Madame Jessica GAUTRON, Directrice du Pôle Aménagement de la Communauté de Communes du Pays de Mortagne, en matière d'exécution des marchés publics de travaux,

ARRETE A-2026-041

Article 1 : L'arrêté n°2026-036 portant délégation de signature à la Directrice du Pôle Aménagement, Madame Jessica GAUTRON, est abrogé.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), une délégation de signature est accordée à Madame Jessica GAUTRON, Directrice du Pôle Aménagement, pour les actes suivants, relatifs à la gestion de la Communauté de Communes du Pays de Mortagne :

- **Administrations des services publics communautaires :**
 - Courriers individuels aux usagers des services publics communautaires n'ayant pas de caractère décisionnaire,
 - Conventions avec des usagers des services publics communautaires dans les cadres posés par la collectivité,
- **Finances et comptabilité :**
 - Devis et bons de commandes dans la limite de 5 000 € H.T. pour les dépenses d'achat de fournitures, de matières premières, ou de prestation de travaux, passées en exécution du budget ou des décisions du Président,
- **Exécution des marchés publics de travaux :**
 - Procès-verbaux de marquage-piquetage,
 - Ordres de service de démarrage et de notification des travaux,
 - Ordres de service relatifs au planning et à l'organisation du chantier,
 - Ordres de service relatifs aux modifications techniques mineures,
 - Ordres de service de prolongation de délai,
 - Ordres de service d'arrêt ou de suspension des travaux,
 - Ordres de service de reprise des travaux,
 - Ordres de service portant prescriptions techniques courantes,

- Ordres de service relatifs aux travaux supplémentaires ou modificatifs,
 - Ordres de service de mise en demeure ou d'injonction,
 - Procès-verbaux et pièces de réception des travaux.
- Dépôts de plainte auprès des services de la Gendarmerie Nationale à la suite d'infractions ou d'actes délictueux dont la Communauté de Communes serait la victime dans le cadre de son activité en matière de gestion et d'élimination des déchets ménagers et assimilés, dans l'exercice de sa compétence afférente.

Article 3 : La signature des actes visés à l'article 1 devra être précédée de la mention indicative « par délégation du Président ».

Article 4 : Madame la Directrice Générale des Services et Monsieur le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté sera :

- Publié électroniquement,
- Transmis à Monsieur le Préfet,
- Notifié à l'intéressée.

Le Président,



Guillaume Jean
Président de la CC Pays de
Mortagne
22 mai 2026

Monsieur Le Président

*Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6, Allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Date et signature de l'agent

